

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 70.
N° 14.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 16
NO TIURAI 1921.

ABONNEMENTS			ABONNEMENTS ET ANNONCES		ANNONCES ET AVIS
UN AN	SIX MOIS	3 MOIS	Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie, à Papeete.		Annonces judiciaires : la ligne..... 0 50
Etablissements français de l'Océanie. 20 fr.	11 fr.	6 fr.	PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES		Les mêmes, renouvelées : la ligne.... 0 25
France, Colonies et Union postale.... 26 fr.	14 fr.	8 fr.	Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.		Annonces commerciales et avis divers : la ligne..... 1 »
					Les mêmes, renouvelés : la ligne.... 0 50

A l'occasion de la célébration de la Fête Nationale, le Chef de la Colonie a adressé à M. le Maire de la Ville de Papeete la lettre suivante :

Papeete, le 16 juillet 1921.

Le Gouverneur des Etablissements Français de l'Océanie, à
Monsieur le Maire de la Ville de Papeete.

Mon cher Maire.

A l'issue des réjouissances qui ont marqué la célébration de notre Fête Nationale, j'ai à cœur de vous exprimer toute la joie que, en communion de sentiments avec nos compatriotes, j'ai ressentie en voyant se dérouler, dans la plus brillante solennité et la plus grande dignité, les diverses manifestations du programme que, sous votre haute direction, la Commission générale et les Commissions particulières avaient élaboré.

Pendant ces quatre journées que j'ai tenu, comme j'en avais le devoir, à suivre personnellement, nous avons senti le cœur de notre chère Colonie vibrer à l'unisson du nôtre et nous nous sommes trouvés unis, plus étroitement, s'il est possible, à ceux qui, au même moment, célébraient, au delà des mers, la gloire impérissable de notre immortelle Patrie.

C'est là le témoignage éclatant de l'esprit de fraternité qui nous anime tous, fils de la même Mère, les uns à l'égard des autres.

Je vous serai reconnaissant de vouloir bien transmettre l'assurance de ma vive gratitude aux Membres du Comité et des Commissions d'organisation des fêtes, et je vous prie, Mon cher Maire, d'agréer, pour vous-même, l'expression cordiale de mes sentiments de haute considération.

A.-M. GUÉDÈS.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1921		Pages
	ACTES DU POUVOIR CENTRAL	
11 juillet.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 3 mai 1921, fixant l'indemnité pour frais de représentation à allouer aux Chefs de colonie et aux Commissaires de la République.....	223
11 juillet.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 18 mai 1921, modifiant le tarif des retenues journalières d'hôpital applicable aux hommes de troupe de la Gendarmerie coloniale.....	224
11 juillet.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 4 mai 1921, modifiant les soldes des fonctionnaires et agents du cadre général des Travaux publics des colonies, prévues au décret du 5 août 1910, relatif à l'organisation de ce personnel.....	225
	ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL	
Extraits.....		226
	AVIS OFFICIELS	
	Délivrance de graines de coton Péruvien, dit "Calédonien".....	226

PARTIE NON OFFICIELLE

	NOUVELLES ET INFORMATIONS	
	L'hommage des Colonies au Soldat inconnu.....	226
	STATISTIQUES	
	Mouvements du port de Papeete, en juin 1921.....	227
	Statistiques démographiques de la Commune de Papeete, du mois de juin 1921.....	228
	Annonces judiciaires.....	228
	— commerciales et avis divers.....	229

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 3 mai 1921, fixant l'indemnité pour frais de représentation à allouer aux Chefs de colonie et aux Commissaires de la République.

(Du 11 juillet 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;
Vu le décret du 3 mai 1921, fixant l'indemnité pour frais de représentation à allouer aux Chefs de colonie et aux Commissaires de la République,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 3 mai 1921, fixant l'indemnité pour frais de représentation à allouer aux Chefs de colonie et aux Commissaires de la République.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 juillet 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

DÉCRET

(Du 3 mai 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 188 du décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial, modifié et complété par les décrets des 30 octobre 1912, 17 mai 1913, 14 octobre et 15 novembre 1916, 17 juillet 1917, 23 mars et 15 juin 1918, 23 juin 1919, 17 mars, 26 mai et 22 août 1920 ;

Vu l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1911 ;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — A partir du 1^{er} janvier 1921 et jusqu'à une date qui sera fixée par décret, la quotité de l'indemnité pour frais de représentation allouée aux Chefs des colonies et aux Commissaires de la République énumérés ci-dessous est déterminée par le tarif ci-après :

Gouverneurs généraux :

Madagascar.....	35.000 fr.
Afrique occidentale française.....	45.000
Afrique équatoriale française.....	30.000

Secrétaires généraux des Gouvernements généraux :

Madagascar.....	22.000 fr.
Afrique occidentale française.....	25.000
Afrique équatoriale française.....	20.000

Gouverneurs :

Martinique.....	27.000 fr.
Guadeloupe.....	27.000
Nouvelle-Calédonie.....	18.000
Guyane.....	20.000
Tahiti.....	18.000
Côte des Somalis.....	25.000

Lieutenants Gouverneurs :

Sénégal.....	25.000 fr.
Guinée française.....	25.000
Côte d'Ivoire.....	25.000
Dahomey.....	25.000
Soudan français.....	25.000
Haute-Volta.....	20.000
Mauritanie.....	20.000
Gabon.....	18.000
Moyen-Gongo.....	18.000
Oubangui-Chari.....	18.000
Tchad.....	18.000

Administrateur :

Saint-Pierre et Miquelon..... 9.000 fr.

Commissaires de la République :

Cameroun..... 25.000 fr.
Togo..... 15.000

Commissaires du Gouvernement général au territoire du Niger :
Niger..... 10.000 fr.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 mai 1921.

A. MILLERAND.

Le Président de la République.

Le Ministre des colonies,

A. SARRAUT.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 18 mai 1921, modifiant le tarif des retenues journalières d'hôpital applicable aux hommes de troupe de la Gendarmerie coloniale.

(Du 11 juillet 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 18 mai 1921, modifiant le tarif des retenues journalières d'hôpital applicable aux hommes de troupe de la Gendarmerie coloniale,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 18 mai 1921, modifiant le tarif des retenues journalières d'hôpital applicable aux hommes de troupe de la Gendarmerie coloniale.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 juillet 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

DÉCRET

(Du 18 mai 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 19 octobre 1911, sur la solde et les accessoires de solde des militaires de la gendarmerie coloniale ;

Vu les divers décrets complétant ou modifiant le précédent et notamment le décret du 23 décembre 1919 ;

Vu le décret du 21 octobre 1920, attribuant une indemnité pour charges militaires au personnel de la gendarmerie coloniale ;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le tarif n° 2 annexé au décret du 19 octobre 1911 est annulé et remplacé par le suivant :

TARIF N° 2. — Retenues journalières d'hôpital.

GRADES	AVANT la 8 ^e année de services	DE 8 à 15 ans de services inclus	DE 16 à 20 ans de services inclus	APRÈS 20 ans de services
Chef de brigade hors classe.	»	5 60	5 60	5 60
Chef de brigade de 1 ^{re} classe.	»	5 »	5 20	5 40
Aspirant.	5 20	5 20	5 20	5 20
Chef de brigade de... {	2 ^e classe.....	4 70	4 90	5 10
	3 ^e classe.....	4 30	4 50	4 70
	4 ^e classe.....	3 90	4 »	4 20
Gendarme.....	3 80	3 40	3 50	3 70
Elève gendarme.....	3 »	»	»	»

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1921 et sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 mai 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

A. SARRAUT.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 4 mai 1921, modifiant les soldes des fonctionnaires et agents du cadre général des Travaux publics des colonies, prévues au décret du 5 août 1910 relatif à l'organisation de ce personnel.

(Du 11 juillet 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 4 mai 1921, modifiant les soldes des fonctionnaires et agents du cadre général des Travaux publics des colonies, prévues au décret du 5 août 1910 relatif à l'organisation de ce personnel,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 4 mai 1921, modifiant les soldes des fonctionnaires et agents du cadre général des Travaux publics des colonies, prévues au décret du 5 août 1910 relatif à l'organisation de ce personnel.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 juillet 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

DÉCRET

(Du 4 mai 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 20 mars 1894, portant création du Ministère des colonies ;

Vu le décret du 5 août 1910, portant réorganisation du personnel des Travaux publics et des Mines des colonies autres que l'Indo-Chine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion ;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les soldes de présence des agents des Travaux publics et des Mines des colonies autres que l'Indo-Chine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, sont fixées comme suit :

GRADES	CLASSES	SOLDE de présence
Ingénieur en chef.	1 ^{re} classe.....	26.000
	2 ^e classe.....	24.000
Ingénieur principal.....	1 ^{re} classe.....	20.000
	2 ^e classe.....	18.000
Ingénieur.....	1 ^{re} classe.....	16.000
	2 ^e classe.....	14.000
	3 ^e classe.....	12.000
Sous-Ingénieur principal.....	13.000
Sous-Ingénieur.....	11.500
Conducteur.....	1 ^{re} classe.....	10.000
	2 ^e classe.....	9.000
	3 ^e classe.....	8.000
	4 ^e classe.....	7.000
Commis principal hors classe.....	8.500
Commis principal.....	7.700
Commis.....	1 ^{re} classe.....	6.900
	2 ^e classe.....	6.100
	3 ^e classe.....	5.300
	4 ^e classe.....	4.500

Art. 2. — Aux soldes résultant du tableau qui précède s'ajoute, dans les conditions fixées par les règlements généraux sur la solde, un supplément colonial calculé en dixièmes de la solde et qui est de :

5 dixièmes pour la Nouvelle-Calédonie ;

6 dixièmes pour Madagascar, Etablissements de l'Inde, Saint-Pierre et Miquelon ;

6 dixièmes 5 pour Martinique, Guadeloupe, Réunion ;
 7 dixièmes pour Guyane, Côte des Somalis, Etablissements de l'Océanie, Afrique occidentale française et Indo-Chine ;
 9 dixièmes pour Afrique équatoriale française.

Art. 3. — L'effet du présent décret remontera au 1^{er} juillet 1919.

Art. 4. — Les dispositions du décret du 5 août 1910 qui ne sont pas contraires à celles du présent décret restent en vigueur.

Art. 5. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 4 mai 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

A. SARRAUT.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

EXTRAITS

Par décision du Gouverneur, n° 349, en date du 30 juin 1921, M. Rereao a Tuterai, Commis auxiliaire de 2^{me} classe, Sous-Agent spécial à Uturoa (Iles-Sous-le-Vent), est appelé à continuer ses services aux Tuamotu et mis à la disposition de M. l'Administrateur de cet Archipel, en remplacement de M. Gravereau, démissionnaire.

M. Petibon, Agent auxiliaire au Secrétariat Général, est mis à la disposition de M. l'Administrateur des Iles-Sous-le-Vent, en remplacement numérique de M. Rereao a Tuterai.

Par décision du Gouverneur, n° 350, en date du 30 juin 1921, une permission d'absence de trente jours, pour compter du jour de sa sortie de l'Hôpital civil de Papeete, est accordée à M. Thirel (Camille), Aide-Opérateur de 1^{re} classe au poste de T. S. F. de Mahina.

Par décision du Gouverneur, n° 351, en date du 2 juillet 1921, Monsieur Kérucoré, Médecin aide-major des colonies, est nommé Juge de paix *ad hoc* à Raiatea, pour siéger à l'audience du 7 juillet 1921, en remplacement de M. Collombet, empêché pour cause de maladie.

Par arrêté du Gouverneur, n° 352, en date du 2 juillet 1921, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M^{me} Matarorona Pauroe, à l'effet de contracter mariage avec M. Tekaukura a Marere.

Par décision du Gouverneur, n° 353, en date du 4 juillet 1921, le Premier-Maitre fourrier Tensorer (Théophile), qui a terminé la période réglementaire de séjour colonial, sera rapatrié par la voie d'Amérique et s'embarquera sur le paquebot quittant Papeete le 9 juillet courant, à destination de San Francisco.

Par arrêté du Gouverneur, n° 354, en date du 6 juillet 1921, dispense de la production du consentement de son père est accordée à M. Pierre-Gontran Assaud, à l'effet de contracter mariage avec M^{lle} Teyahinetapeura-Katupu-Louise Miller, prénommée Ruita Miller dans l'arrêté n° 296, du 2 juin 1921.

Par décision du Gouverneur, n° 357, en date du 8 juillet 1921, M. le Docteur Sasportas, Médecin du Service d'Hygiène à Papeete, est nommé Médecin des écoles de Papeete, en remplacement de M. le Médecin-Major de 1^{re} classe Bourragué.

AVIS OFFICIELS

AVIS

L'Administration porte à la connaissance des agriculteurs que les graines de coton Péruvien dit "Calédonien" attendues de la Nouvelle-Calédonie sont arrivées dans la Colonie et tenues à la disposition des personnes qui voudront bien en faire la demande.

Les demandes devront être adressées à l'Administration qui en fera la distribution tous les jours, jours fériés exceptés, de 13 à 14 heures.

PARTIE NON OFFICIELLE

NOUVELLES ET INFORMATIONS

L'hommage des Colonies au Soldat inconnu.

Toutes les collectivités organisées de Paris, toutes les Associations, tous les groupements départementaux ont accompli, depuis l'inhumation du "Soldat Inconnu" à l'Etoile, un pieux pèlerinage sur la tombe sacrée.

L'INSTITUT COLONIAL FRANÇAIS a pris l'initiative de convier à une manifestation solennelle de piété et de respect tous les coloniaux de Paris. La manifestation a été organisée, d'accord avec M. le Maréchal LYAUTEY qui a bien voulu s'y associer pour déposer lui-même une palme au nom du Maroc français sur la tombe du héros anonyme. Le pieux pèlerinage s'est réalisé le jeudi 6 avril courant, à 15 heures.

Le cortège, particulièrement imposant, comprenait un nombre considérable de coloniaux de Paris, ainsi que les délégués de très nombreuses Associations. Parmi les élus coloniaux présents, citons : MM. Henry BÉRENGER, Sénateur de la Guadeloupe ; Fernand CLERC, Député de la Martinique ; Gratien CANDACE, Député de la Guadeloupe. La délégation de la LIGUE MARITIME ET COLONIALE était composée de MM. l'Amiral BESSON ; le Général LETURC ; et FRANDIN, Ministre plénipotentiaire ; celle de la LIGUE DES CHEFS DE SECTION comprenait : MM. BINET-VALMER, Président ; TERNISIEN, Secrétaire général ; BAIGNIÈRES, Président du

Comité du 17^e arrondissement; LAMARCHE, Président du Comité de Billancourt, et le Docteur NIEGER; celle de l'UNION DES ENGAGÉS VOLONTAIRES: MM. BARTHIE, Président; TAUNAY, Vice-Président; MEREAU, Secrétaire général du Syndicat de la Presse Coloniale, etc...; celle de l'UNION NATIONALE DES COMBATTANTS: MM. BEAUREGARD, Secrétaire général; HUBERT-AUBERT, Directeur général; Désiré BERTRAND, Président de la Section du 17^e arrondissement; Docteur TAISNE, Président de la Section du 16^e arrondissement; VIGIER, Président de la Section de Djibouti. Aux élus de la Guadeloupe s'étaient joints M. le Lieutenant GROEVE et M. FAWTIER, ancien Gouverneur, tous deux Conseillers généraux de la Guadeloupe.

Le Comité de Direction de l'INSTITUT COLONIAL FRANÇAIS entourait le Maréchal LYAUTEY suivi de son Cabinet civil et militaire, avec MM. ETIENNE, ancien Ministre; Robert DAVID, ancien Sous-Secrétaire d'Etat; COSNIER, Sénateur; M. l'Ambassadeur d'ORMESSON; M. le Gouverneur Général ANGOUVANT, M. ROBAGLIA, Conseiller général de la Seine, le premier, Commissaire général, le second, Commissaire général adjoint de l'Exposition Coloniale de 1925; M. HERVÉ DE RAUVILLE, Secrétaire général de l'Association des Mauritiens de France, représentant la Colonie de Maurice restée si française de cœur; M. JOUSSELIN, Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie; M. NACIVET, Directeur de l'Office Chérifien; les représentants des Agences des colonies, etc., etc...

A 3 heures précises, M. le Maréchal LYAUTEY déposa une superbe couronne de roses et de violettes de Parme et s'agenouilla sur la tombe dont il baisa la dalle; il resta ensuite un long moment recueilli, sans prononcer une parole. Après lui, M. Jean-Baptiste PAUL, originaire de la Guadeloupe, grand mutilé de la guerre, aidé par M. CHEERBRANDT, Directeur-adjoint de l'Institut Colonial Français, blessé de guerre parisien, déposa la palme offerte au nom des Colonies par l'INSTITUT COLONIAL FRANÇAIS. M. Henry BÉRENGER en déposa une autre au nom de la Guadeloupe; M. Alcide DELMONT, une au nom de la Martinique; M. le Lieutenant GROEVE, une également au nom des Combattants de la Guadeloupe. Des délégations des Lycées et Collèges s'étaient également jointes au cortège et on remarqua particulièrement le geste de toutes ces jeunes gens de Paris — jeunes gens et jeunes filles des Lycées et Collèges — venues avec leurs couronnes pour se joindre à cette manifestation parfaitement patriotique, l'une des plus émouvantes qui ait eu lieu sur la tombe sacrée.

Après le dépôt des couronnes, le Président de l'INSTITUT COLONIAL FRANÇAIS, M. Ch. de ROUVRE, prononça les paroles suivantes, d'une si haute portée:

« Dans le Français anonyme qui dort sous cette dalle auguste, nous ne savons quelle parcelle du sol de la Patrie s'était incarnée. Un sublime mystère que l'éternité détient permet ainsi à chacune des régions dont la force et la beauté font la France, de penser qu'elles peuvent plus maternellement vénérer la dépouille de leur héroïque enfant. Peut-être la France d'outre-mer a-t-elle en lui donné l'obscur soldat mort pour sauver la Patrie et le monde de la barbarie? Au nom de cette France, plus tendrement s'il est né d'elle, fraternellement toujours, puisqu'il n'est que des Français partout où des fils de France vivent et meurent autour du Drapeau, l'INSTITUT COLONIAL FRANÇAIS salue avec reconnaissance et respect le Héros anonyme. »

M. Henry BÉRENGER, en sa qualité de Président du COMITÉ D'AIDE ET D'ASSISTANCE COLONIALES, déclara ensuite en termes nobles cette égalité devant le danger qui a été la marque de la fraternité française pendant la guerre. Voici le texte des paroles du Sénateur de la Guadeloupe:

« Au nom du COMITÉ D'AIDE ET D'ASSISTANCE COLONIALES, qui a soutenu et réconforté pendant toutes la guerre « sous l'égide des Représentants élus de toute nos colonies tous « les soldats créoles et coloniaux, je dépose aujourd'hui cette palme « sur le monument du Soldat inconnu, symbole, sous notre Arc « de Triomphe, de l'Armée Française, une et indivisible comme la « Nation Française elle-même, sous tous les climats et sous tous les « cieux, ne connaissant que la couleur du drapeau national et « éternellement dressée pour la même et seule défense du même « patrimoine de liberté, de justice et de civilisation. »

Enfin, M. Alcide DELMONT, Secrétaire Général de l'INSTITUT COLONIAL FRANÇAIS, en sa qualité d'originaire des colonies, fit l'émouvante déclaration que voici:

« L'INSTITUT COLONIAL FRANÇAIS vient de saluer le Soldat « inconnu avec le reconnaissant amour et le respect des Colonies « qui ne le séparent pas de son frère colonial, comme lui tombé pour « le salut de la Mère-Patrie. Il doit maintenant dire, par la voix d'un « enfant des Colonies, que de cette tombe sacrée s'élève avec un « grand Souvenir, entré ces arches de gloire sur l'avenir ouvert, « tes, un serment solennel. Par le sang de tous nos fils confondus « dans les sillons du sol de France, par tous ceux qui sous tous « les cieux, sont morts ou souffrent et peinent pour Elle, par ce « Tombeau scellé sur le lien impérissable né de ce sang, — nous « l'attestons: nous n'avons eu, nous n'aurons jamais qu'une foi, « qu'une âme pour la France, à la France, à tout jamais! »

A la suite de ces discours, la foule immense groupée autour de l'Etoile, se sépara avec le sentiment qu'une manifestation nécessaire venait de se produire et que les Colonies s'étaient associées dans la vie de la Mère-Patrie une fois encore et plus intimement que jamais si possible pendant les quelques instants qui venaient de s'écouler.

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE

Mois de juin 1921.

ENTRÉES

- 2 juin. — Goëlette à mot. française *Vaite*, de 106 tonnes.
- 4 juin. — Vapeur anglais *Marama*, de 3.992 tonnes.
- 5 juin. — Goëlette à mot. française *Jeanne d'Arc*, de 36 ton.
- 5 juin. — Goëlette à mot. franç. *Percival Parks*, de 127 ton.
- 7 juin. — Vapeur anglais *Tahiti*, de 4.541 tonnes.
- 9 juin. — Goëlette à voiles française *Tiare Faniu*.
- 10 juin. — Goël. à mot. française *France Australe*, de 70 ton.
- 11 juin. — Goël. à moteur française *Mouette*, de 56 tonnes.
- 13 juin. — Cotre à voiles franç. *Haupeesaterai*, de 16 tonnes.
- 14 juin. — Goëlette à moteur franç. *Vaite*, de 106 tonnes.
- 17 juin. — Goëlette à mot. franç. *Tereora*, de 84 tonnes.
- 19 juin. — Goëlette à moteur française *Alliance*, de 10 ton.
- 19 juin. — 3 mâts goël. à mot. franç. *Tahitian Maiden*, de 137 t.
- 20 juin. — Goëlette à moteur franç. *Jeanne d'Arc*, de 36 ton.
- 23 juin. — Goël. à mot. française *Vahine Raiatea*, de 30 ton.
- 23 juin. — Goëlette à moteur française *Vaite*, de 106 ton.
- 24 juin. — Goëlette à voiles française *Roberta*, de 108 ton.
- 24 juin. — Vapeur anglais *Flora*, de 838 tonnes.
- 24 juin. — Canonnière anglaise *Veronica*.
- 24 juin. — Goëlette à moteur française *Kivi*, de 24 ton.
- 26 juin. — Goëlette à moteur franç. *Kaohanui*, de 18 ton.
- 26 juin. — Goëlette à voiles française *America*, de 78 ton.
- 28 juin. — Goël. à moteur française *Commodore*, de 48 ton.
- 28 juin. — Goëlette à moteur française *Moana*, de 140 ton.

SORTIES

5 juin.	— Vapeur anglais <i>Marama</i> , de 3.992 tonneaux.
7 juin.	— Goëlette à moteur française <i>Otepipi</i> , de 20 ton.
7 juin.	— Goëlette à moteur française <i>Pro-Patria</i> , de 98 ton.
7 juin.	— Goëlette à mot. française <i>Vaite</i> , de 106 tonneaux.
8 juin.	— Goëlette à mot. franç. <i>Curieuse</i> , de 62 tonneaux.
8 juin.	— Vapeur anglais <i>Tahiti</i> , de 4.541 tonneaux.
8 juin.	— 3 mâts goël. à mot. franç. <i>Tahitian Maiden</i> , de 137 t.
9 juin.	— Cotre à voiles français <i>Rotoava</i> , de 14 ton.
9 juin.	— Trois-mâts carré franç. <i>Vercingétorix</i> , de 1.988 ton.
11 juin.	— Yacht à mot. anglais <i>Amarillis</i> , de 7 tonneaux.
11 juin.	— Goëlette à moteur franç. <i>Suzanne</i> , de 24 ton.
13 juin.	— Goël. à moteur française <i>Percival Parks</i> , de 127 ton.
13 juin.	— Goëlette à moteur française <i>Franca</i> , de 54 tonneaux.
14 juin.	— Goëlette à moteur franç. <i>Jeanne d'Arc</i> , de 36 ton.
15 juin.	— Goëlette à mot. française <i>Moana</i> , de 140 tonneaux.
17 juin.	— Goëlette à mot. française <i>Vaite</i> , de 106 tonneaux.
24 juin.	— Goël. à moteur franç. <i>Alliance</i> , de 10 tonneaux.
26 juin.	— Vapeur anglais <i>Flora</i> , de 838 tonneaux.
27 juin.	— Goëlette à mot. française <i>Vaite</i> , de 106 tonneaux.
27 juin.	— 3 mâts goël. anglais à moteur <i>Scotia Maiden</i> , de 400 t.
28 juin.	— Goël. à moteur franç. <i>Vahine Raiatea</i> , de 30 ton.
28 juin.	— Goël. à mot. franç. <i>Jeanne d'Arc</i> , de 36 tonneaux.

STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

COMMUNE DE PAPEETE

Mois de juin 1921.

Naissances.

	SEXE masculin	SEXE féminin	TOTAUX
FRANÇAIS :			
Européens.....	2	2	4
Métis.....	1	1	2
Indigènes.....	5	4	9
ETRANGERS :			
Asiatiques.....	3	1	4
Totaux.....	11	8	19

Décès.

	SEXE masculin	SEXE féminin	TOTAUX
FRANÇAIS :			
Européens : au-dessus de 50 ans....	2	1	3
Métis.....	2	»	2
Indigènes : de 0 à 5 ans.....	1	2	3
— de 5 à 50 ans.....	1	»	1
— au-dessus de 50 ans.....	3	»	3
Totaux.....	9	3	12

Causes des décès.

Tuberculose.....	1	entérite).....	1
Affections pulmonaires.....	3	Athrepsie.....	2
— cardiaques.....	2	Mort-né.....	1
— intestinales (gastro-)		Divers.....	2

Aperçu nosologique.

Epidémie de coqueluche à allure bénigne.

ANNONCES JUDICIAIRES

Insertion faite en exécution de l'article 32 du décret du 28 novembre 1866.

Le Greffier des Tribunaux de Papeete (île Tahiti) informe MM. LÉON-GUSTAVE VIDAL et MAURICE VIDAL, sans domicile ni résidence connus, qu'à la date de ce jour M. Paul Vidal a déposé au greffe du Tribunal civil de première instance de Papeete une requête en homologation du partage de la succession J.-B. VIDAL, leur père, et que M. le Président a fixé au 30 août 1921, à huit heures, l'audience à laquelle sera appelé le procès pendant entre eux et ledit M. Paul Vidal aux fins ci-dessus.

En conséquence, MM. Léon et Maurice Vidal sont invités à se présenter à l'audience aux jour et heure indiqués, s'ils ne veulent être jugés par défaut.

Le Greffier,
E. THURET.

Insertion faite en exécution de l'article 32 du décret du 28 novembre 1866.

Le Greffier des Tribunaux de Papeete (île Tahiti) informe M. TEOTAHU a PAPARAI et M^{me} VAHITUTAU a TATARATA, sans domicile ni résidence connus, que, par requête déposée au greffe le 29 juin 1921, les consorts Paheroo ont interjeté appel d'un jugement rendu le 5 avril 1921 par le Tribunal civil de Papeete, entre Teriinoho a Taputuarai et consorts et lesdits consorts Paheroo, et que M. le Président a fixé au premier septembre 1921, à 8 heures, l'audience, à laquelle la cause sera appelée.

En conséquence, M. Teotahi a Paparai et M^{me} Vahitutau a Tatarata sont invités à se présenter à l'audience aux jour et heure indiqués, s'ils ne veulent être jugés par défaut.

Le Greffier,
E. THURET.

Etude de M^e G. VINCENT, Notaire à Papeete.

I. — Aux termes d'une délibération en date du 13 décembre 1919, dont copie est annexée à la minute d'un acte de souscription et de versement reçu par M^e COURCIER, Notaire à Paris, le 4 juin 1920, le Conseil d'administration de la SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES ILES MARQUISES, Société anonyme dont le siège social est à Paris, rue de Mogador, n° 20, a décidé, en conformité des dispositions de l'article 9 des statuts de ladite Société,

Que le capital social de cette Société, qui était alors de 300.000 francs, serait augmenté de 500.000 francs par l'émission, au pair, de mille actions de cinq cents francs payables un quart au moment de la souscription et le surplus aux époques qui seraient fixées par le Conseil d'administration, et que, par suite, ce capital serait porté à 800.000 francs.

II. — Suivant acte reçu par M^e COURCIER, Notaire sus nommé, le 18 juin 1920, les membres composant le Conseil d'administration de la Société Française des Iles Marquises ont déclaré que les mille actions nouvelles de 500 francs, chacune émises

en exécution de la délibération précitée, ont été souscrites par diverses personnes, et qu'il a été versé en espèces, par chaque souscripteur, une somme égale au quart du montant des actions par lui souscrites; auquel acte est demeuré annexé une liste, dûment certifiée, contenant les noms, prénoms, qualités et domiciles des souscripteurs, le nombre d'actions souscrites et le montant des versements effectués par chacun d'eux.

III. — Par délibération en date du 23 juin 1920, dont une copie a été déposée pour minute à M^e COURCIER, Notaire sus-nommé, par acte en date du 9 juillet 1920, l'assemblée générale extraordinaire de tous les actionnaires anciens et nouveaux de la Société a :

1^o) Reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement faite par acte de M^e COURCIER en date du 18 juin 1920.

2^o) Décidé que l'augmentation de capital était définitivement réalisée et que le capital social qui était de 300.000 francs était porté à 800.000 francs.

3^o) Décidé que par suite de cette augmentation de capital la rédaction de l'article 8 des statuts était modifiée ainsi qu'il suit : « Article huit. Le capital social est fixé à la somme de 800.000 francs, divisé en seize cents actions de cinq cents francs chacune, dont 300.000 francs formant le capital originaire et 500.000 francs le montant de l'augmentation résultant de la décision du Conseil d'administration du 13 décembre 1919. »

Expédition tant des procès-verbaux des délibérations prises par le Conseil d'administration en date du 13 décembre 1919 et de l'assemblée générale extraordinaire en date du 28 juin 1920, que des actes notariés des 4 et 18 juin 1920 et de la liste annexée à ce dernier acte ont été déposées : 1^o Aux greffes de la Justice de paix du neuvième arrondissement de Paris, du Tribunal de commerce de la Seine, le 21 juillet 1920, 2^o Et au greffe des Tribunaux de Papeete le onze juin 1921.

Pour copie conforme :
G. VINCENT.

ANNONCES DIVERSES

AVIS

Les souscripteurs des actions de numéraire de la Société anonyme en voie de formation dite "KONG AH & C^{ie}" sont convoqués, par les fondateurs, en assemblée générale constitutive, au futur siège social, à Papeete, rue du Marché, pour le **Dimanche 24 Juillet 1921, à douze heures.**

ORDRE DU JOUR :

Vérification et reconnaissance de la sincérité de la déclaration notariée de souscription et de versement;

Nomination des Administrateurs;

Nomination d'un ou plusieurs Commissaires chargés de faire un rapport sur les comptes du premier exercice;

Modification à apporter à l'article 27 des statuts; approbation pour tout le surplus desdits statuts, et déclaration de la constitution définitive de la Société.

Les fondateurs :

CHAO FAT, n^o 1180.

YUNE SING, n^o 2256.



EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ACTES

EN VIGUEUR DANS LA COLONIE

Dressée par M. HEIMBURGER, Magistrat.

PRIX RÉDUIT, broché : 5 francs.

SÉMAPHORE DE PAPEETE

PRIX : En feuille : 50 centimes.

Conditions de vente du "Journal officiel" au numéro.

Le prix de vente de chaque numéro du *Journal officiel* et des suppléments est fixé comme suit :

Jusqu'à 16 pages.....	1 fr.
De 17 à 24 pages.....	1 50
De 25 à 32 pages.....	2 »
De 33 à 40 pages.....	2 50
De 41 à 48 pages.....	3 »

Il est fait exception pour les suppléments contenant des revendications de propriété, lesquels sont vendus 0 fr. 50 par feuillet de 2 pages.